



Assemblée générale

Distr. limitée
31 mars 1999
Français
Original: anglais

**Comité spécial chargé d'étudier la situation
en ce qui concerne l'application
de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance
aux pays et aux peuples coloniaux**

Organisation des travaux

Note du Président

Additif

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

Programme de travail

2

<i>Activités</i>	<i>Dates fixées</i>	<i>Résultats attendus</i>
1. Organisation des travaux		Transparence et responsabilité
a) Élection du Bureau	22 février 1999	
b) Consultations	Trois consultations informelles en mars 1999	
c) Ordre du jour des travaux du Comité des Vingt-Quatre	31 mars 1999	Examen critique
2. Séminaire régional pour les Caraïbes		Contribuer à déterminer les préparatifs nécessaires en vue de l'obtention du statut d'autonomie
a) Organisation		Hôte : Sainte-Lucie
i) Lieu		
ii) Dates	25-27 mai 1999	Participation des puissances administrantes au Séminaire
iii) Réunions du Comité préparatoire : sélection des participants, etc.		
b) Rapport du Séminaire	2 juillet 1999	Transparence et responsabilité
3. Examen critique des travaux du Comité spécial et activités envisagées pour l'avenir	Fin mars 1999	
a) Accord à conclure sur les points suivants :		
i) Objectifs		
ii) Activités		
iii) Résultats attendus		
iv) Échéances		
b) Dialogue avec les puissances administrantes		Coopération constructive
i) Rapports des puissances administrantes		
ii) Examen du statut constitutionnel et juridique des territoires non autonomes		
iii) Missions de visite dans les territoires non autonomes		
iv) Accord sur les objectifs, les activités, les résultats attendus et les échéances		
v) Progrès réalisés dans l'application de la Déclaration de 1960 sur la décolonisation		
c) Séminaires régionaux		Application des résolutions de l'Assemblée générale
i) Amélioration de l'efficacité		
ii) Évaluation des recommandations		
iii) Participation		

<i>Activités</i>	<i>Dates fixées</i>	<i>Résultats attendus</i>
<p>d) Diffusion de l'information : suggestions</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Question spéciale : décolonisation 2000 ii) Répertoire des résolutions relatives à la décolonisation iii) Page d'accueil Web consacrée à la décolonisation iv) Articles parus dans des publications et dans le cadre de programmes des Nations Unies v) Presse : activités extraordinaires/table ronde de journalistes vi) Pochettes d'information sur la décolonisation à l'intention des écoles, etc. vii) Articles et communiqués de presse <p>e) Autres activités</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Consultations avec les institutions spécialisées ii) Ateliers organisés par le PNUD iii) Réunion conjointe avec le Conseil économique et social iv) Réunion avec des parlementaires v) Conférence internationale des Nations Unies sur la décolonisation <p>f) Résolutions et rapports du Comité des Vingt-Quatre</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Examen systématique du processus de consultation sur les projets de résolution ii) Négociations avec les puissances administrantes et les États Membres intéressés iii) Réorganisation des rapports présentés à l'Assemblée générale <p>g) Programme d'activité pour la fin de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Célébration du quarantième anniversaire de la Déclaration (14 décembre 2000) ii) Cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale (Assemblée du millénaire) iii) Évaluation de l'issue de la Décennie <p>4. Célébration de la Semaine de solidarité</p> <p>5. Questions de la diffusion d'informations</p>	<p>25 mai 1999</p>	<p>Éducation et information</p> <p>Application des résolutions de l'Assemblée générale</p> <p>Approche systématique de l'adoption des résolutions</p> <p>Faciliter l'examen des rapports par la Quatrième Commission</p> <p>Responsabilité</p> <p>Application des résolutions de l'Assemblée générale</p> <p>Plan concerté des activités d'information</p>

Activités	Dates fixées	Résultats attendus
6. Examen de la situation dans les territoires non autonomes ^a	21 juin-9 juillet 1999	Recommandations concertées à l'Assemblée générale concernant le statut des territoires non autonomes et la situation qui y prévaut
a) 17 territoires non autonomes		
i) Question de Gibraltar ^b	21 juin 1999	
ii) Question du Sahara occidental ^b	22-25 juin 1999	
iii) Timor oriental ^b	22-25 juin 1999	
iv) Îles Falkland (Malvinas) ^b	28 juin-1er juillet 1999	
v) Nouvelle-Calédonie ^b	28 juin-1er juillet 1999	
vi) Samoa américaines ^b	28 juin-1er juillet 1999	
vii) Anguilla ^b	28 juin-1er juillet 1999	
viii) Bermudes ^b	28 juin-1er juillet 1999	
ix) Îles Vierges britanniques ^b	28 juin-1er juillet 1999	
x) Îles Caïmanes ^b	28 juin-1er juillet 1999	
xi) Guam ^b	28 juin-1er juillet 1999	
xii) Montserrat ^b	28 juin-1er juillet 1999	
xiii) Pitcairn ^b	28 juin-1er juillet 1999	
xiv) Sainte-Hélène ^b	28 juin-1er juillet 1999	
xv) Tokélaou ^b	28 juin-1er juillet 1999	
xvi) Îles Turques et Caïques ^b	28 juin-1er juillet 1999	
xvii) Îles Vierges américaines ^b	28 juin-1er juillet 1999	
b) Activités économiques et autres	2 juillet 1999	
c) Activités militaires et dispositions prises par les puissances administrantes	2 juillet 1999	
d) Suite donnée à la décision du Comité spécial en date du 11 août 1998 concernant Porto Rico : audition de pétitionnaires	6-9 juillet 1999	
7. Application de la Déclaration par les institutions spécialisées ^c	12 juillet 1999 28 juillet 1999	Déclaration du Président au Conseil économique et social et résolutions de l'Assemblée générale
8. Autres activités : propositions		

^a Lors de l'examen de la situation dans ces territoires, les facteurs suivants seront pris en considération : structures constitutionnelles, questions économiques et sociales, ressources naturelles, droits de l'homme, questions relatives à la souveraineté et au droit à l'autodétermination.

^b Le Secrétariat présentera des documents de travail sur ces questions et examinera les demandes présentées par des pétitionnaires.

^c Après que le Conseil économique et social aura examiné, à sa session de fond de 1999, la question de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées.